

20230608 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/49517/quatre-jours-pour-deux-arrestations--un-hautgrade-espagnol-offrait-des-conges-selon-le-nombre-de-sanspapiers-arretes>

Actualités



La ville d'Irun, frontalière avec la France. De nombreux migrants transitent par le Pays basque pour entrer en France depuis l'Espagne. Crédit : InfoMigrants

"Quatre jours" pour "deux arrestations" : un haut-gradé espagnol offrait des congés selon le nombre de sans-papiers arrêtés

Par [La rédaction](#) Publié le : 08/06/2023

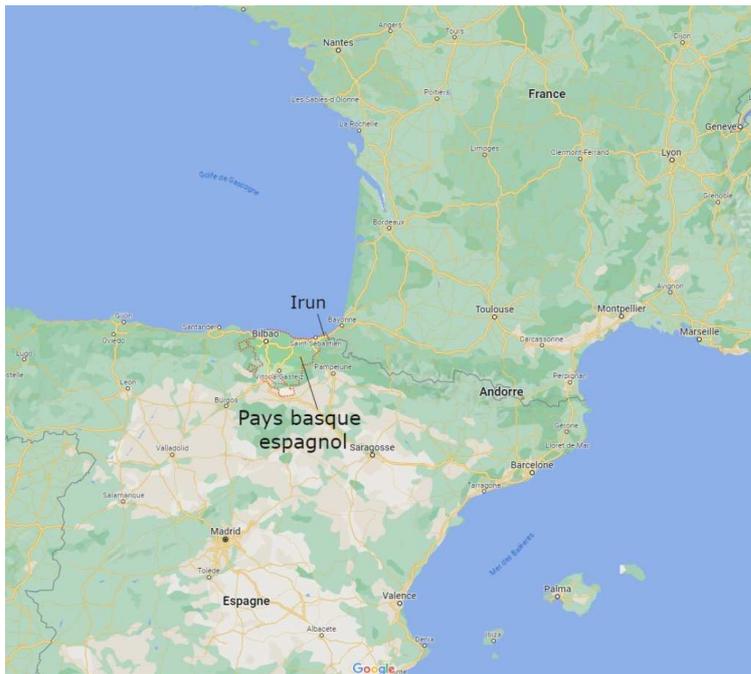
La police espagnole a ouvert mercredi une enquête contre un haut-gradé de la ville d'Irun, dans le Pays basque espagnol. Il distribuait des jours de congés en fonction du nombre de migrants arrêtés chaque week-end.

La police espagnole a ouvert mercredi 7 juin une enquête interne contre un haut gradé de la ville d'Irun, dans le Pays Basque espagnol, frontalière avec la France. Ce dernier distribuait des jours de repos en fonction du nombre de migrants arrêtés en fin de semaine, ont indiqué des sources policières à l'AFP. "Trois jours" pour "une" arrestation, "quatre jours" pour "deux" arrestations et "cinq jours" pour dix arrestations.

C'est le syndicat policier espagnol Jupol Gipuzkoa qui a dénoncé mardi sur les réseaux sociaux l'application dès le 1er juillet de cette "ordonnance" lancée par le haut gradé pour inciter ses subordonnés à arrêter toujours plus de sans-papiers.

La mesure, émise le mardi 6 juin, a été "annulée quelques heures plus tard" par la Direction générale de la police nationale du Pays Basque dès qu'elle en a eut connaissance. Une enquête a été ouverte dans la foulée.

Jupol Gipuzkoa a dénoncé cette "incitation" à la détention de migrants sans-papiers. L'ONG Irungo Harrera Sarea, principal réseau de soutien aux migrants au Pays basque espagnol (nord), a exprimé dans un communiqué sa "préoccupation" face au fait de "récompenser des policiers pour chasser des migrants".



Irun se trouve à la frontière entre l'Espagne et la France. Crédit : Google maps

Militarisation de la frontière

Via Irun, de nombreux étrangers sans-papiers tentent d'entrer en France. Depuis 2019, Paris a renforcé ses contrôles à cette frontière et fermé certains points de passage. Cette militarisation accrue de la frontière pousse les migrants à prendre d'autres voies, bien plus risquées. Certains exilés tentent par exemple de traverser à la nage le fleuve de la Bidassoa, frontière naturelle entre l'Espagne et la France.

>> **À (re)lire :** [Reportage : à la frontière franco-espagnole, l'importante présence policière ne dissuade pas les migrants](#)

Selon un rapport de plusieurs ONG publié début mai, au moins 12 personnes ont péri à cette frontière entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2022, dont une partie en tentant d'échapper aux contrôles de la police, a dénoncé la Coordination d'actions aux frontières intérieures (Cafi), qui comprend notamment Amnesty international et Médecins du monde.

En 2022, selon les autorités françaises, cinq filières de trafic d'êtres humains ont été démantelées au Pays basque français et 144 passeurs ont été jugés.